



REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
Lundi 13 février 2017



Enfin une solution face aux pensions impayées ?

”
Sans l'aide de mes parents, je me serai retrouvé à la rue avec mes deux enfants.

■ Une nouvelle agence, l'Aripa, vient d'être mise en place pour le recouvrement des pensions impayées

■ Un espoir face au calvaire de certains parents célibataires.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Démunies, à bout de force... Les victimes d'impayés de pensions alimentaires, pour la majorité des femmes élevant seules leurs enfants, se retrouvent parfois dans des situations de précarité importante. C'est pour lutter plus intensément contre ce phénomène, qui touche de 30 % à 40 % des bénéficiaires de pensions alimentaires, que le gouvernement vient de mettre en place l'Aripa, l'Agence de recouvrement des impayés de pensions alimentaires, qui donne à vingt CAF (Caisses d'allocations familiales) référentes des pouvoirs supplémentaires pour recouvrer ces impayés. La Charente est l'une d'elle (lire ci-dessous).

Un nouvel espoir pour toutes celles et ceux qui, comme Marion, Liliana ou Mélanie, n'ont pas touché

trouvée à la rue avec mes deux enfants», témoigne Marion, de Fléac. Séparée depuis 16 ans, elle avait obtenu 80 € de pension. Revalorisée à 360 €, en 2007, quand son ex a trouvé du travail. Elle avait alors fait appel à un huissier et obtenu l'argent pendant six mois grâce à une saisie sur salaire. «Mais, depuis 2010, il est au RSA, et ne me verse plus rien. La juge a levé la pension en 2012, mais il me doit toujours 9 000 € d'arriérés que je n'ai jamais récupérés, décrit-elle, à bout de solution. Certains mois, j'ai dû vivre avec 400 €. Maintenant, je cumule les métiers de chauffeur de car et formateur conducteur routier pour m'en sortir. Mais heureusement que j'ai 176 € d'allocation soutien familial.»

«Je ne voulais plus de contact avec lui»

Ce sentiment de ne plus savoir à quelle porte frapper, Liliana le par-



Victime de violences conjugales, Liliana, 36 ans, mère de deux enfants, n'a jamais osé réclamer à son ex-mari la pension qu'il lui devait. Depuis peu, elle a décidé de se battre pour toucher l'argent qui lui est dû.

Photo Anne Kerjean

l'argent qui leur est dû. «Sans l'aide de mes parents, je me serais re-

Chiffres

152 euros. C'est le montant moyen de la pension alimentaire par enfant en Charente.

31 % des familles sont monoparentales en Charente (chiffres 2015).

tage. Cette mère de 36 ans, domiciliée à Ma Campagne, a été victime de violences conjugales. Elle a fui son mari en 2008, en emmenant ses deux enfants. «J'ai mis plus de trois ans à obtenir le divorce, parce qu'il ne voulait pas», raconte-t-elle. Le juge a alors fixé une pension alimentaire de 150 € par enfant. Son ex-époux l'a payée pendant six mois, puis, plus rien.

«J'étais tellement mal, que je ne me suis pas battue pour récupérer cet argent. Je ne voulais plus avoir de contact avec lui, j'étais éfrayée.» Depuis quelques mois, elle essaie enfin de faire valoir ses droits, «mais je ne savais pas où

demanders». «Je l'ai attaqué en justice, mais il n'a pas eu d'amende. La juge m'a conseillé de me rendre à la CAF. Depuis, elle me verse 200 € en compensation de l'impayé de 300 €.»

Un nouveau souffle pour cette maman qui multiplie les petits boulots pour s'en sortir, mais encore trop peu. «J'ai un gros problème au bras, mais je ne peux pas m'arrêter de travailler. Sinon, comment je vais donner à manger à mes enfants ?»

Mélanie, 23 ans, de Cognac, est de ces enfants de parents divorcés. C'est à elle que son père versait directement la pension. Mais, en

2014, il a décidé d'arrêter. «Il a les moyens, mais il estimait que je pouvais m'assumer, explique-t-elle. J'ai dû arrêter mes études et travailler en intérim pour faire face à mes dettes. J'ai frappé à de nombreuses portes et ai été deux ans en procédure, avant qu'un huissier ne le pousse à rembourser sous peine de saisir ses biens.» Un juge a, depuis, déterminé que Mélanie n'était pas autonome et maintenu la pension à 300 €, avec saisie sur salaire de son père. Un soulagement pour la jeune fille qui a pu reprendre ses études. Mais avec le souvenir d'un parcours du combattant «qu'il faut absolument épargner aux autres».

«Les huissiers le font déjà»

Depuis longtemps, le recouvrement de pensions alimentaires impayées peut être confié à un huissier de justice. Emmanuel Merard, huissier à Cognac, voit cette nouvelle agence Aripa comme un «service complémentaire de celui proposé par les huissiers».

«L'avantage, ajoute-t-il, c'est que, contrairement à nous, qui n'avons pas le droit de faire de publicité, eux pourront communiquer et être un point d'accès facile et repérable pour les gens. Et s'ils peuvent fournir aux familles victimes une aide minimum, dans l'attente d'encaisser l'impayé, cela représente une vraie avancée.» Il nuance tout de même. «Ce service ne pourra pas non plus faire de miracle. Si le mauvais payeur, et c'est majoritairement le cas, ne touche que les minima sociaux, il restera insolvable.»

Si le recours à l'Aripa est totalement gratuit, les huissiers précisent que les frais qu'ils prélèvent sont pris sur le payeur de la pension alimentaire et jamais facturés à la victime de l'impayé.

Des nouveautés après le test en Charente

Particulièrement touchée par la précarité et le nombre de familles monoparentales, la Charente avait été choisie en 2014 pour être l'un des 20 départements tests de la Gipa (Garantie contre les impayés de pensions alimentaires). Fort de cette expérience, la CAF d'Angoulême est devenue, le 1^{er} février, le relais local de l'Aripa, la nouvelle agence nationale dédiée à cette tâche. Son équipe, composée de dix spécialistes du recouvrement, est désormais en charge de cette mission pour tous les départements des ex-régions Poitou-Charentes et Limousin.

Depuis 2014, la CAF de la Charente a le pouvoir de lancer un recouvrement de pension alimentaire dès le premier mois d'impayé, contre deux mois consécutifs précédemment. Elle a aussi plus de moyens de recouvrer les sommes dues: prélèvement sur salaire, sur indemnité chômage ou maladie, sur compte bancaire... Et ce pour des arriérés pouvant aller jusqu'à 24 mois, contre six auparavant. Elle a également dans son escarcelle deux nouvelles aides. Dont l'ASF (Allocation de soutien familial), qui consiste à avancer une



L'équipe en charge du recouvrement des Impayés de pensions alimentaires pour les ex-Poitou-Charentes et Limousin compte désormais dix personnes.

Photo CL

partie de la pension impayée, à hauteur de 104 €. «Si la CAF réussit ensuite à recouvrer la pension, elle déduit cette somme de ce qu'elle reverse à la bénéficiaire», explique Fabrice Leturcq, responsable de l'équipe recouvrement. Ce système a fait ses preuves. Lan passé, 180 familles ont fait appel à la CAF de la Charente pour un problème d'impayé. Et sur 552 000 € à recouvrer, les équipes ont réussi à

encaisser 168 000 €. Bien plus qu'en 2014, avec 38 000 € sur 172 000 € à recouvrer.

La CAF peut aussi verser une allocation de soutien familial complémentaire. «Celle-ci est déclenchée en cas de faible pension fixée par les juges. La CAF verse alors chaque mois la différence entre la pension et 104 €. Même si cette pension est payée», détaille Fabrice Leturcq. 219 familles monoparen-

tales en bénéficient aujourd'hui, dont dix hommes.

«Nous avons plus de pouvoir pour recouvrer, mais restons un organe public social, précise Philippe Arnould, le directeur de la CAF de la Charente. Nous tenons compte des capacités du débiteur et tentons de l'aider lui aussi.»

Deux grandes nouveautés

En parallèle de la Gipa, la CAF charentaise a également mis en place un accompagnement. «Dès qu'une séparation est connue de nos services, nous proposons aux parents à la fois un rendez-vous individuel, mais aussi des séances d'informations collectives, pour leur expliquer comment ils peuvent gérer cela au mieux, et, quels services et quelles aides sont à leur disposition», décrit Pascale Bouriau, responsable du pôle travail social de la CAF. En 2016, une trentaine de parents ont participé à ces séances. La mise en place de l'agence Aripa ajoute deux nouveautés au test mené. En cas de violences conjugales, la CAF peut désormais être officiellement nommée intermé-

diaire de recouvrement de la pension par les juges, pour éviter que les victimes n'aient à entrer en contact avec leurs bourreaux. De plus, les familles recomposées ne sont plus totalement exclues de ces aides: si elles ne peuvent bénéficier de l'avance de 104 €, elles peuvent demander le recouvrement gracieux des impayés.

Enfin, l'objectif de cette nouvelle agence étant de favoriser les accords amiables entre les parents, la CAF pourra aussi, à partir d'avril 2018, entériner les accords amiables, sans que les parties aient à passer devant un juge. Cela permettra, en cas d'impayés, de pouvoir saisir l'Aripa. A. C.

Un budget qui valait trois milliards

3,09 milliards d'euros. C'est le montant, global, du budget qui est soumis au vote de l'assemblée régionale, ce lundi à Bordeaux. Un budget en hausse de 300 millions d'euros par rapport à 2016, en raison des multiples transferts de charges et de ressources, induits par la loi Notre.

Dans ce rayon, on compte notamment le transfert de la compétence transport, et en particulier le transport scolaire, ainsi que celui des aides à l'économie. *«A périmètre constant, le budget 2017 aurait dû être en baisse de 132 millions d'euros par rapport à 2016»*, note le président de région Alain Rousset. Soit le montant des impayés 2015 de Poitou-Charentes, qui ont pesé sur le budget 2016 de Nouvelle-Aquitaine. Une page qui n'a pas été tournée avec la révélation, fin décembre, du rapport de la Chambre régionale des comptes sur les finances de Poitou-Charentes.

«Nous travaillons toujours avec le cabinet RiskEdge à la désensibilisation des emprunts toxiques. Nous avons absolument besoin de la réouverture du fonds de soutien aux collectivités [NDLR: que Poitou-Charentes n'avait pas sollicité et qui n'existe plus]. Manuel Valls était d'accord. Bernard Cazeneuve l'est aussi. Il faut que la négociation aboutisse», précise le président de région.

Un président qui aura désormais officiellement une vice-présidente en charge des finances.

Andréa Brouille, jusque-là rapporteuse du budget, va devenir pleinement en charge de ce dossier. Elle succède à Jean-François Macaire, qui refusait jusque-là de prendre une vice-présidence qui avait été vidée de sa substance sur l'autel des dérives budgétaires de Poitou-Charentes. Le contrôleur de l'égalité l'y a contraint, en raison de son nouvel emploi auprès de la préfecture d'Île-de-France.

Salué par le Ceser (Conseil économique, social et environnemental régional), qui se félicite notamment de l'harmonisation des aides aux entreprises et aux particuliers, en matière de rénovation énergétique, ce budget est le premier à traduire la montée en puissance de Nouvelle-Aquitaine. Par contre, tant pour le Ceser que les élus, le compte n'y est pas en matière de transfert de ressources, c'est-à-dire que les nouvelles compétences ne sont pas compensées intégralement par des rentrées sonnantes et trébuchantes, et ce malgré le transfert de la CVAE (ex-taxe professionnelle).

«Malgré tout, nous restons la deuxième ou troisième région de France en matière d'investissements. Il faut maintenir ce cap pour entrer dans un cercle vertueux», indique Alain Rousset. L'investissement sera, en effet, de plus d'un milliard d'euros à l'échelle des 12 départements de la Région.

I. K

Débats à suivre en direct en vidéo sur charentelibre.fr à partir de 10h ce matin.

Marsaudon, le fêlé qui ressuscite les vieux vélos

■ Menuisier, chef d'entreprise, sportif, président d'un club de triathlon, le Cognaçais Stéphane Marsaudon s'est pris de passion pour les vieux vélos

■ Après avoir eu peur de mourir.

Frédéric BERG
fberg@charentelibre.fr



Stéphane Marsaudon bichonne un de ses derniers trésors, un «Alain Michel full Mavlo» d'avant 1980.

Photo F. B.

Pendant des années un petit vélo a pédalé dans sa tête. Aujourd'hui son garage est rempli d'une soixantaine de cycles qu'il remet en état patiemment, veillant sur cette armée de cadres d'un autre temps comme un berger sur ses brebis. Stéphane Marsaudon, touche-à-tout insatiable, grande gueule, sportif cabossé passé par le rugby, le vélo et le triathlon, s'est lancé dans une collection aussi incroyable qu'éclectique avec le même appétit que pour ses autres projets : passionnément. Sans frein ni casque.

Une histoire déroutante, comme une parabole de sa propre vie, qui a débuté quelques semaines après que ce Cognaçais, né en 1962, a mis à la poubelle les dernières boîtes de médicaments pour finir de soigner un cancer qui lui est tombé dessus fin 2013. La maladie de Hodgkin, un cancer du système lymphatique.

«J'avais besoin de faire des choses. Mon fils Axel voulait un fixie, un vélo avec pignon fixe, pour rouler en ville, à Bordeaux. On en a trouvé un qu'on a bricolé, c'est parti comme ça», se sou-

”

C'est parfois de l'archéologie de retrouver le nom du fabricant, de dater le modèle, les pièces, le coureur éventuellement.

vient Stéphane Marsaudon. Cette petite étincelle a allumé un feu qui n'a cessé de grandir : «J'aimais les vélos, sans plus. Mais le fait de fouiner, de fureter sur Le Bon Coin, c'est monté petit à petit. Un premier vélo, puis un deuxième, puis dix... Depuis un an et demi, je n'arrête plus.»

Dans le garage de sa maison cognaçaise, partagé entre atelier et entrepôt, les vélos s'alignent, les pièces, les outils se cachent un peu partout. Des vieux maillots sont accrochés au mur. Sur les tubes en acier des marques connues

comme Mercier, Peugeot, Reynolds, Gemini, Griffon, Terrot... Un désordre bien ordonné.

Un faible pour les vélos de 1940 à 1970

Stéphane Marsaudon qui avoue un faible pour les vélos de 1940 à 1970, conserve chaque relique, chaque document permettant d'attester qu'un vélo a couru un championnat régional, un autre a sans doute appartenu à un champion, un troisième a été créé par Gaston Barré, fabricant de cycles à Niort : «Le Barré que j'ai, il semble dater de 1895. Mais j'ai aussi un triporteur, des vélos militaires, des vélos de course, de contre-la-montre et des anecdotes, j'en ai des milliers.»

Le président du club Charentes triathlon qu'il a créé en 2007 pour le hisser parmi les meilleurs français aujourd'hui, sait où il a rangé chaque modèle, sait quel type de dérailleur il a monté dessus, si le guidon est d'origine ou pas, et même qui a été son propriétaire. «C'est parfois de l'archéologie de retrouver le nom du fabricant, de dater le modèle, les

pièces, le coureur éventuellement. Je consulte les forums sur internet, j'ai aussi acheté de très nombreux livres, magazines, documents parfois anciens. Je découvre que certains vélos ont été en partie modifiés. C'est passionnant de remonter leur histoire, leurs déboires», souligne Stéphane Marsaudon qui poursuit son activité d'agencier - il propose des aménagements intérieurs pour des magasins notamment - mais se cherche un nouvel avenir : «Je finis mes chantiers et puis je verrais bien. Je veux rester dans une activité de création...» S'il revend ou échange certains de ses vélos, il ne fait pas commerce de cette passion.

Stéphane Marsaudon pose toutefois sa griffe sur chaque vélo qu'il a remis sur les boyaux. «Cycle Vintage» (1), une signature plus qu'une marque : «Pendant ma formation, je suis passé par les compagnons du devoir. Un prof m'a dit un jour : "Signe ce que tu fais, si un objet a un défaut, ça permettra au propriétaire de venir te botter le cul."»

(1) Page Facebook: Cycle Vintage

Malgré une situation fragile La Palène va de l'avant à Rouillac

L'association revendique son rôle culturel important. Le bilan financier s'avère moins idyllique. Mais le soutien des collectivités est précieux.



Le directeur Joël Breton a animé samedi soir l'assemblée générale de La Palène.

Photo CL

Témoins passionnés du travail incontesté de La Palène, les adhérents de la structure, une bonne centaine, ont garni samedi soir les fauteuils de la petite tribune située dans la grande salle du «Vingt-Sept» à Rouillac.

Sénatrice, député, élus du Département et quelques maires du Rouillacais ont assisté à la première assemblée générale de Jean-Michel Chrétien.

Tout comme le directeur Joël Breton, le président a martelé l'importance de l'association dans le développement culturel du territoire: «*À travers nos actions auprès des écoles, des maisons de retraite, des établissements de personnes handicapées, nous développons le bien vivre ensemble, nous travaillons l'accessibilité à la culture pour tous, nous développons l'engagement des bénévoles*». Des bénévoles qui assument un travail énorme.

«*Vous n'avez pas idée du boulot*

que font ces quelque 200 inconditionnels de La Palène, assure Jean-Michel Chrétien, d'ailleurs je leur adresse ma plus grande reconnaissance ainsi qu'à Joël Breton et à son équipe. Ils ne sont que six pour assurer un travail énorme», continue le jeune responsable.

L'engagement réitéré des collectivités

Mais lorsqu'on passe aux chiffres, l'ambiance devient un peu moins idyllique: avec un budget d'un million d'euros, l'association a une capacité d'autofinancement de 48%, provisionne 54% de son budget pour l'artistique et elle sera à 7.600€ de déficit. Le fonds de roulement s'est rétréci et passe à cinq jours.

L'avenir paraît pourtant s'être quelque peu dégagé avec l'engagement des collectivités: communauté de communes (CDC)

du Rouillacais, mairie de Rouillac, conseil départemental. Jean-Louis Gouttenègre, le commissaire aux comptes, s'en est fait l'écho dans son rapport, notant «*Je suis l'association depuis ses débuts et je constate que les collectivités sont toujours là pour soutenir votre action de développement culturel*». Faisant part de son budget prévisionnel, le directeur a annoncé 342.000€ pour l'artistique, 260.000€ pour le festival, 100.000€ pour les frais généraux, et 210.000€ pour les charges et frais de personnel.

Cerise sur le gâteau, en fin de réunion, le député Jérôme Lambert a proposé: «*Vous pouvez me demander des sous*». Cette proposition en période électorale n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Nul doute que Joël Breton saura frapper à la porte du député le moment venu.

Marie-France DUMOUT

Le théâtre des Borderies fait salle comble à L'Abaca



La pièce «Ma femme s'appelle Maurice» a attiré beaucoup de monde vendredi. Photo CL

La soirée théâtrale organisée par la troupe des Borderies vendredi a fait salle comble à L'Abaca de Cherves-Richemont, avec au menu «*Ma femme s'appelle Maurice*», une pièce en deux actes de Raffy Shart. Un vaudeville qui réunit la femme, le mari, la maîtresse et le cocu. Synopsis: Maurice, qui est bénévole dans une association caritative, débarque au domicile de Georges, agent immobilier confronté à

des infidélités et problèmes conjugaux. Pour reconquérir sa femme, se débarrasser de la maîtresse et faire en sorte que les deux femmes ne se rencontrent pas, Georges fait passer Maurice pour son épouse... Deux heures et demie d'un spectacle plein de rebondissements, de quiproquos, qui ont fait rire aux larmes les spectateurs convaincus. En particulier par Maurice, qui a su se travestir et se transformer à la demande express de Georges.

U16/18

Aigre Inter Pays - Valéché/Boux 3 - 0 (F)
 Isle-Espagnac - Châteaubernard 1 - 3
 Montmoreau/Villebois - Confolens 6 - 2
Classement. - 1. Châteaubernard, 12 pt, 3 m; 2. Aigre Inter Pays, 7 pt, 2 m; 3. Montmoreau/Villebois, 6 pt, 3 m; 4. Isle-Espagnac, 5 pt, 2 m; 5. Valéché/Boux, 5 pt, 3 m; 6. Confolens, 3 pt, 3 m.

U13 Division 2

Poule A

Aigre Inter Pays - Cognac (C) 4 - 3
 Alliance 3B - Sud-Charente Reporté
 Châteaubernard - Grande-Champagne/Segonzac 4 - 1
Classement. - 1. Aigre Inter Pays, 10 pt, 3 m; 2. Châteaubernard, 10 pt, 3 m; 3. Grande-Champagne/Segonzac, 9 pt, 3 m; 4. Sud-Charente, 5 pt, 2 m; 5. Cognac (C), 3 pt, 3 m; 6. Alliance 3B, 2 pt, 2 m.

Copyright, 0 pt, 2 m.

U13 Division 3

Poule D

Alliance 3B (B) - Châteauneuf/Sireuil 2 - 5
 Châteaubernard (B) - Mouthiers/Blanzac (B) 2 - 2
 Javrezac/Jarnouz - Villebois 1 - 10
Classement. - 1. Châteauneuf/Sireuil, 12 pt, 3 m; 2. Villebois, 9 pt, 3 m; 3. Mouthiers/Blanzac (B), 7 pt, 3 m; 4. Javrezac/Jarnouz, 6 pt, 3 m; 5. Châteaubernard (B), 5 pt, 3 m; 6. Alliance 3B (B), 4 pt, 3 m.

■ Alors que la filière bio se développe, les agriculteurs ont le sentiment d'être délaissés par l'Europe et la Région ■ Et ils redoutent une baisse drastique des aides.

Les agriculteurs bio réclament leur dû

Pascal HUORD
p.huord@charentelibre.fr

Si l'on en juge par leur nombre, les agriculteurs bio ont le vent en poupe, avec 281 producteurs en 2016 contre 225 l'année précédente.

Une forte progression soulignée samedi lors de l'assemblée générale de la Maison de l'agriculture biologique (MAB), à Châtignac.

Mais cela reste un succès en trompe-l'œil. D'une part, parce que cet engouement est en partie lié aux primes accordées par l'Europe et que d'autre part surtout, le déclenchement de ces primes a pris tellement de retard que beaucoup attendent encore le solde des aides 2015, ce qui met nombre de ces nouveaux agriculteurs dans des situations parfois dramatiques.

« Nous sommes conscients que vous avez du mal à vous y retrouver. Nous-mêmes, on a un peu de mal. »

Exemple avec un agriculteur récemment converti au bio, qui n'a touché que 14.000 des 27.000 euros promis. « *Et je ne vis qu'avec 500 euros par mois* », confie-t-il. Thierry Touzet, le directeur adjoint de la direction départementale des territoires (DDT), n'a pas caché son embarras face à cette situation liée à des complications administratives que l'État semble avoir du mal à surmonter. « *Néanmoins, le solde des aides 2015 devrait être versé en juin 2017* ». Pour le solde 2017, il espère qu'il sera réglé à la fin de l'année, mais sans certitude. Circonstance aggravante, les agriculteurs en recevant leurs aides ne savent même plus à quoi cela correspond. « *Nous sommes conscients que vous avez du mal à vous y retrouver. Nous-mêmes on a un*



Lors de l'AG de la Maison de l'agriculture biologique à Châtignac, Thierry Touzet, de la direction du territoire (à droite) a dû répondre aux nombreuses sollicitations des agriculteurs bio qui attendent les aides PAC de... 2015.

Photo CL

peu de mal», a dit Thierry Touzet. Si le fonctionnaire a été honnête, il n'a pas pour autant rassuré.

Et samedi à Châtignac, la rancœur était à fleur de peau. Car se profile un autre problème. L'enveloppe prévue pour ces agriculteurs jusqu'en 2020 est largement entamée et pas nécessairement suffisante pour assurer les aides à la reconversion pour cinq ans (compte tenu qu'il faut trois ans d'attente pour une reconversion). Sur les 84 M€ prévus pour la région Nouvelle-Aquitaine, 67 M€ sont déjà fléchés. Ces aides sont distribuées par la Région. Mais il manque au moins « *entre 23 et 25 M€ dans l'enveloppe* », estime Françoise Coutant, présente à Châtignac. La vice-présidente de la Région a clairement encouragé les agriculteurs bio à plaider leur cause lors de la réunion de la commission agricole prévue le 8 mars. Elle a notamment rappelé les engagements du président sur la transition énergétique (dont elle-même est chargée) ou sur la fin des pesticides.

Carole Ballu, la présidente de la MAB, est très claire: « *On ne veut pas se contenter de déclarations devant les journalistes et lorsqu'ils*

sont partis, que l'on nous dise qu'il n'y a plus de moyens. On nous prend en exemple et après, on nous oublie. Moi, je n'oublie pas les agriculteurs qui bossent 70 heures par semaine pour gagner 500€.

«L'agriculture bio, c'est également bon pour l'emploi»

Les agriculteurs bio redoutent en effet que la Région, qui a la main sur cette enveloppe, décide de réduire les plafonds d'aide.

« *Alors qu'il y a toujours beaucoup d'aide pour les agriculteurs conventionnels qui s'engagent simplement à polluer moins. Alors que nous, on ne pollue pas du tout, ce qui nous oblige à des conduites d'exploitations beaucoup plus contraignantes.*

En clair, derrière les grands discours, les agriculteurs bio redoutent la double peine.

Malgré tout, la filière continue de se développer en Charente. L'encadrement technique est de plus en plus important, les sollicitations nombreuses et la surface agricole bio augmente.

Autre enseignement dont la filière

bio est assez fière, c'est l'impact sur l'emploi. Une étude menée l'année dernière auprès des agriculteurs bio révèle qu'une exploitation en bio emploie 2,25 équivalent temps plein, contre 1,80 en conventionnel. « *Lorsque nous avons lancé cette enquête, nous n'étions pas certains du résultat. Mais finalement l'agriculture bio, c'est également bon pour l'emploi* », a rappelé le vice-président de la MAB.



CANAL GRAIN
En direction de J.-M.

PROMO LES 15 JOURS DU GRAS

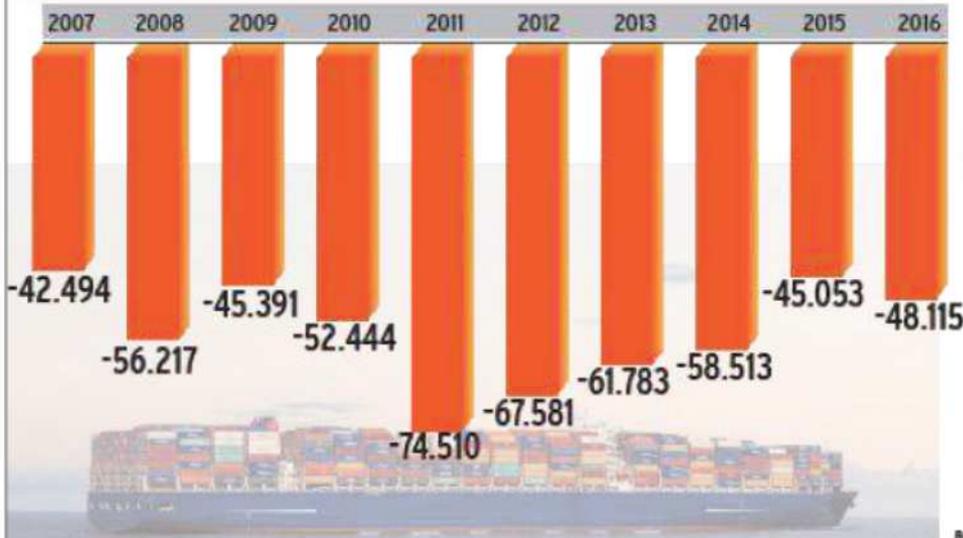
Renseignements et commande
05 45 98 01 06 à la Ferme de...
05 53 91 86 28 au magasin f...
05 53 90 01 44 au magasin f...

Le déficit du commerce extérieur, nouveau raté du CICE

Le Crédit pour l'investissement, la compétitivité et l'emploi (CICE) n'aura finalement ni redressé la courbe de l'emploi, ni augmenté la compétitivité afin de doper le commerce extérieur. Les paroles de Nicole Bricq, (éphémère) secrétaire d'Etat au commerce extérieur, affirmant en 2012 vouloir réduire le déficit commercial de la France à zéro (hors factures énergétiques), ont été balayées par les derniers chiffres rendus publics la semaine dernière. Car le

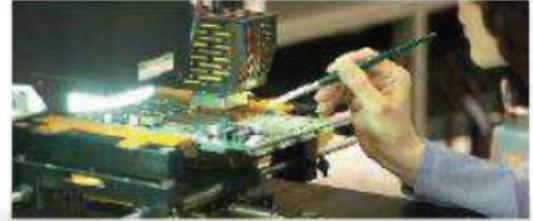
déficit après avoir baissé, a gonflé à nouveau en 2016. Pourtant, la compétitivité a augmenté comme le nombre d'entreprises exportatrices. Alors, 43 milliards pour rien? On est tenté de le croire à la lecture des propos tenus par Ludovic Subran, directeur de recherches chez Euler Hermes et Allianz, dans le Figaro: "Les entreprises françaises préfèrent s'autocensurer à l'export que prendre le moindre risque"...

Evolution du solde de la balance commerciale (en milliards d'euros)

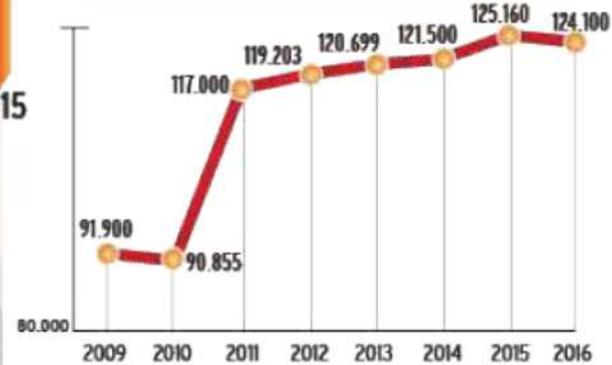


(Source: Douanes)

INFOGRAPHIE CL



Nombre d'entreprises exportatrices



Cet après-midi



Plus nuageux, puis pluvieux.

Le ciel voilé s'assombrit de plus en plus au fil de la matinée. Et l'après-midi s'annonce gris, avec de petites pluies, qui gagnent par le Sud, et s'intensifient la nuit suivante. La douceur est quasi-printanière. Vent d'Est à Sud-Est modéré, à assez fort, voire fort du Confolentais, à la Haute Saintonge et aux îles avec des pointes jusqu'à 75 km/h, mollissant avec l'arrivée de la pluie.

Mardi



Mercredi



Judi



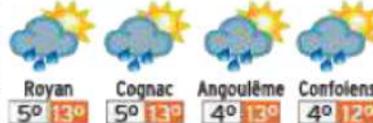
Vendredi



Samedi



Dimanche



HIER

Mini / 16h

LE PIÉTON

A enregistré la réflexion d'un lecteur, qui s'interroge sur la pertinence d'un nom « X'eau » donné au centre aquatique. Selon lui, détourner la dénomination « XO », qui a fait la richesse du cognac, en la déformant pour l'appliquer à la future piscine, c'est « prendre le risque de dévaloriser » ces termes qui font la notoriété de l'eau-de-vie charentaise. Et de se demander ironiquement s'il faut rebaptiser dans la foulée l'ancienne piscine « VSeauP ». C'est curieux, personne n'y avait pensé. Pas plus que d'appeler le centre aquatique « Nap'eau-léon », à l'instar de la catégorie Napoléon...

Les visages des Insoumis

POLITIQUE Le mouvement présente ses candidats pour l'élection législative

PHILIPPE MÉNARD

Avec « Les Insoumis au château », le groupe de Cognac faisant campagne derrière Jean-Luc Mélenchon, une présentation de candidats prend l'allure d'une réunion publique. Les militants préfèrent égrener les propositions de leur camp dans tous les domaines plutôt que de s'appesantir sur les personnes qui les représenteront lors de l'élection législative.

Leur profil en dit pourtant long sur la dynamique recherchée. C'est une Cognacaise, Nathalie Jabli, qui se dévoue pour la circonscription de Cognac. Âgée de 51 ans, mère de deux enfants, elle est contrôleuse de finances publiques. Son engagement est d'abord syndical et associatif. Elle s'est en particulier investie dans la lutte contre les paradis fiscaux et contre les traités de libre-échange, ainsi que dans la lutte pour l'égalité homme-femme.

« J'ai assisté aux forums sociaux à Tunis et Montréal. J'ai vu que l'on n'était pas seul. Je crois profondément à la lutte, et à la solidarité de celles et ceux qui se battent pour le bien commun. » Elle dit avoir été séduite par « la belle énergie que déga-



Frédéric Feybesse et Nathalie Jabli ont un profil de militants syndicaux et associatifs. PHOTO PH.M.

gent les Insoumis. « La fin du quinquennat Hollande a le mérite de clarifier le paysage politique. Le peuple revendique une vraie gauche », estime-t-elle.

Une candidate « héritière »

Elle se présente pour la première fois. Son suppléant, Frédéric Feybesse, 34 ans, était lui présent sur la liste du Front de gauche pour la Charente lors de l'élection régionale de 2015. Professeur de saxophone au

Conservatoire d'Angoulême, ville où il réside, il affiche lui aussi un engagement syndical et associatif. Le sujet qui lui tient le plus à cœur, c'est le passage à la VI^e République, via la convocation d'une « assemblée constituante ». « Nous sommes dans une circonscription où la candidate du PS (NDLR : Marianne Reynaud-Jeandidier) est « l'héritière » de la sortante. Ce n'est pas une question de personne mais de système », juge Frédéric Feybesse, pour lequel il faut en-

tièrement revoir les clés de la représentation démocratique.

« La caravane des Insoumis », une façon d'aller au contact du public appliquée ces derniers mois, va se mettre en mode « campagne », avec une présence sur des foires. Il y aura aussi des « universités populaires » thématiques, et des temps forts, dont la projection du film « Merci patron », de François Ruffin, le jeudi 23 février à 20 h 30 à La Salamandre.

Chemin de parents, un jeu pour se sentir mieux



On échange en toute liberté autour de la table aux côtés d'Adèle Canesson (2^e à partir de la droite). PHOTOS: B.

Vendredi dernier, autour d'une table, au cœur de la section jeunesse de la médiathèque, on jouait à un jeu de société intitulé « Chemin de parents ». Ce rendez-vous a été conçu par l'École des parents et des éducateurs, un réseau associatif au service des familles et des éducateurs qui dispose d'une fédération nationale. Un plateau, des quilles de couleur, un dé et les questions sur la parentalité s'enchaînent.

Peu de papas au rendez-vous

Adèle Canesson, conseillère en économie sociale et familiale et formatrice du Point info famille de l'association info 16 à Cognac anime les discussions. Le sablier est remisé dans la boîte pour ne pas freiner les élans verbaux. La mort, les premières séparations, l'implication parentale dans les devoirs, les sujets sont variés et l'heure file. « C'est un temps

d'échange entre les parents. On se rend compte qu'on est tous un peu en difficulté face à des problèmes. Le fait d'en parler, on avance, on comprend mieux certaines choses et on peut s'aider les uns les autres », détaille Adèle qui insiste sur la nature intimiste du jeu.

« C'est important que ce soit limité en nombre pour qu'un temps de parole soit laissé à chacun. » Et de rappeler une vérité fondamentale : « On ne naît pas parent, on le devient ». Un seul petit bémol, aucun papa autour de la table, une récurrence. Quoique, à la médiathèque de Cherves-Richemont, il en est un qui a joué la carte de l'assiduité, rectifie la jeune femme.

Pour les personnes n'ayant pu se libérer, Adèle Canesson reviendra à la médiathèque le vendredi 12 mai à 14 heures. ... avec son jeu « Chemin des parents ».

Sandra Balian

La Palène affiche son soulagement

« On va enfin pouvoir regarder vers l'avenir. » Pour sa première assemblée générale de La Palène avec la casquette de président, samedi soir, Jean-Michel Chrétien héritait d'une bonne nouvelle toute fraîche. Il y a une semaine, la CdC du Rouillacais a porté sa subvention de 100 000 à 135 000 € pour aider l'association culturelle à digérer la disparition de partenariats avec les CdC de Grande-Champagne et Châteauneuf-sur-Charente (« Sud Ouest » du 8 février). C'était aussi la clé pour nouer une convention quadripartite avec la commune de Rouillac, le Département et la Région, qui balisera le soutien à La Palène pour les trois ou quatre ans à venir.

« Espérons que ce qui est devant nous soit plus doux et plus tranquille que ce qui est derrière », souffle le directeur, Joël Breton. Les chiffres disséqués lors de l'assemblée générale, samedi soir, disent combien l'association a traversé une passe délicate.

Un déficit de 7 637 euros

Sur le plan qualitatif, pour la saison 2015-2016, rien à redire. La Palène a enregistré 24 300 spectateurs, en comptant les 5 650 entrées lors des Sarabandes. Depuis sa création il y a vingt ans, un anniversaire qui sera fêté en novembre 2017, elle dépasse ainsi le cap des 500 000 spectateurs ! « La diffusion, c'est le haut de l'iceberg. Pour nous, ce n'est peut-être pas le plus important. On est bien une association de développement culturel », observe Joël Breton. Il met en avant le travail au-



Joël Breton et Jean-Michel Chrétien, samedi soir. PHOTO ANNE LACAUD

près du jeune public, les multiples actions avec les scolaires, les résidences et l'accompagnement des artistes.

Avec un nombre riquiqui de salariés, la structure contient ses coûts de fonctionnement. Sur un budget d'un million d'euros, les charges de personnel pèsent 210 000 €, les frais généraux 100 000 €. Le plus gros revient à l'artistique, 342 000 € pour la saison, 260 000 € pour le festival. L'autofinancement atteint 48 % des recettes, une performance remarquable. Le mécénat (6 % des ressources) progresse.

Mais la situation financière reste très tendue. L'année se termine avec un déficit de 7 637 €, que l'association attribue à la baisse de 8 000 € d'une subvention attribuée par la Région. Le fonds de roulement roule sur la jante, passant de 58 000 à 22 000 €. Le soutien réaffirmé des collectivités publiques

apparaît donc comme un « soulagement ». « Il faudrait que vous pensiez à me demander un peu d'argent », dans le cadre de sa réserve parlementaire, avance le député Jérôme Lambert en fin de réunion. « Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd », apprécie Jean-Michel Chrétien.

Pour Joël Breton, le 20^e anniversaire de La Palène offre l'occasion de « repenser » le projet de l'association. Le Rouillacais ayant décidé de ne pas rejoindre Grand-Cognac, il n'est pas question, pour l'instant, de renouer des partenariats de ce côté-là. Ravi qu'« un certain nombre d'élus aient pris conscience de l'intérêt de travailler ensemble », Joël Breton reste convaincu que La Palène peut continuer à jouer un rôle moteur dans le développement, y compris économique, du territoire.

Philippe Ménard

CHÂTEAUBERNARD

Alcooliques anonymes. Ils se réunissent tous les mardis sans exception à 19 heures, à la maison des associations, 14 rue Pierre-Pinard. Chaque quatrième mardi du mois les rencontres sont ouvertes à la famille, aux amis. Contact au 08 20 32 68 83.

GENSAC-LA-PALLUE

Le premier conseil municipal de l'année

Le conseil municipal, réuni autour du maire, Bernard Mauzé, a approuvé (sauf une voix contre) quelques dépenses d'investissement concernant divers travaux en cours, avant le vote du budget primitif 2017. Les chantiers concernent la salle polyvalente, la modification simplifiée du PLU, le nouveau bâtiment des services techniques (dont les premiers travaux sont espérés en mars) et la mise en conformité au groupe scolaire... Le tout pour un montant global estimé à 209 000€, soit moins de 25 % du budget précédent afin de régler les factures des entreprises.

Au fil des dossiers

Les procédures de modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) sont dorénavant confiées à la Communauté d'agglomération de Grand Cognac compétente en la matière depuis le 1^{er} janvier. L'extension des réseaux électriques et de communications électroniques, liée à des



Bernard Mauzé. ARCHIVESC.LEVAIN

constructions nouvelles au village Le Crapaud, est approuvée pour un montant confirmé à moins de 30 000 €.

Une convention a été votée avec Verrières pour la mise à disposition de la cantinière à Gensac, afin d'assumer le remplacement de personnels en arrêt maladie. En raison de soucis de santé également aux services techniques, la commune est en contact avec Pôle emploi pour recruter un agent pour trois mois

Pour soutenir des manifestations commerciales dont Noël, faute d'association locale, une cotisation de 12 euros par manifestation sera demandée aux commerçants.

Bernard Mauzé a rappelé la nécessité de revoir le tapis chauffant de l'église mais aussi les plantations prochaines avec Prom'haies et la participation des enfants de l'école, sur le chemin du ball-trap et le futur lotissement des Provisions.

Le maire a informé les élus du projet de fiches/actions pour l'entretien du Marais de Gensac, « une réunion publique de présentation et de concertation est prévue le 6 mars, avec l'association locale et les propriétaires ».

À l'étude sur le terrain proche du fleuve: un arboretum ou un espace de maraîchage, en partenariat avec les Jardins Respectueux. Un diaporama du cabinet Métaphore a présenté une première esquisse du projet de lotissement Les Provisions.

Samuel Méchain